Secours Catholique
Caritas France

messages

du Secours Catholique-Caritas France

N°697 - Janvier 2015

HAÏTI, INDONÉSIE...

La force de rebondir

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Liban

2 millions de réfugiés syriens

EN ACTION(S) P.08

Ville

Une oasis dans la cité

RENCONTRE P.12

Xavier Chavane

Au carrefour des cultures

De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org

ANNONCE

INTERNET

Un espace pour les jeunes sur le site web du Secours Catholique

Dès le mois de janvier, découvrez sur www.secours-catholique.org un espace s'adressant aux jeunes. Vous y découvrirez une palette d'engagements bénévoles possibles, à travers notamment des témoignages de solidarité. Néophytes ou jeunes déjà porteurs de projets, vous pourrez, en cliquant sur une carte de France, obtenir les noms et coordonnées de référents présents au sein des délégations du Secours Catholique. Ils vous orienteront et vous accompagneront dans votre engagement au sein de l'association.

jeunes.secours-catholique.org

CONTACTEZ-NOUS

messages@secours-catholique.org
facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france
twitter.com/caritasFrance
Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

messages du Secours Catholique-Caritas France

Mensuel du Secours Catholique-Caritas France : 106, rue du Bac 75341 Paris cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication :** Véronique Fayet • **Direction de la communication :** Thibault d'Hauthuille • **Rédacteur en chef :** Emmanuel Maistre (7576), • **Rédacteur en chef adjoint :** Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs :** Clémence Véran-Richard (5239) / Marina Bellot (5239) • Sophie Lebrun (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction :** Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédactrice en chef adjointe technique :** Katherine Nagels (7476) • **Rédacteurs-graphistes :** Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos :** Élodie Perriot (7583) • Iconographie : Claire Ferreyrolles (7532) • **Imprimerie :** Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 461 669 exemplaires • **Dépôt légal :** n°315339 • **Numéro de commission paritaire :** 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.

VOTRE COURRIER FRÉDÉRIC

On détruit l'équilibre économique de notre société

L. CHARRIER / S.C.-C.F.

Alors qu'en Europe nous vivons une pauvreté sans précédent depuis les années 50, nos autorités continuent d'attirer de nombreux immigrés clandestins en leur offrant asile et rémunération. Les pays du Sud de l'Europe ne donnent rien à leurs propres citoyens pauvres, jeunes ou sans emploi (ils paient aussi des retraites de misère aux anciens)... J'ai le sentiment que les États et les associations continuent de s'intéresser aux migrants au lieu de s'occuper de notre propre population. Or les migrants ont des gouvernants dans leurs pays, qui doivent prendre la responsabilité de s'occuper de leurs ressortissants... C'est à eux d'assurer le développement économique de leur État pour empêcher la fuite de leur population. En accueillant les migrants on favorise le trafic d'êtres humains, on empêche ces pays de se réformer et on détruit l'équilibre économique de notre société. ■

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

LA RÉPONSE DE
YVES CASALIS, RÉDACTEUR

En Europe, les inégalités croissent, c'est vrai, entre les personnes les plus aisées et les personnes pauvres ou avec de trop faibles revenus. Cependant, ce ne sont pas les migrants qui mettent à mal les finances des pays européens, mais bien des problèmes réels de développement économique. Qu'ils soient en situation légale ou non, les migrants font partie en Europe et en France des populations les plus précaires. Dans sa mission de Charité au sens profond du terme, le Secours Catholique se doit d'être aux côtés des personnes les plus pauvres quelles qu'elles soient. Ainsi, nous accompagnons chaque année plus de 1,5 million de personnes pour les aider à retrouver leur dignité et lutter contre leur pauvreté, qu'elles soient migrantes ou non.

Aujourd'hui, la France accueille une part – modeste – des 232 millions de migrants recensés par l'ONU à travers le monde. Face à la détresse des réfugiés fuyant les guerres – notamment les Syriens – la France fait même partie des pays qui en accueillent le moins. En outre, il faut savoir qu'entre 2000 et 2010, le nombre de migrants a crû plus rapidement dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Enfin, comme vous le soulignez, il est important de soutenir les populations des États dont sont souvent originaires ces migrants afin qu'elles ne soient pas poussées à tout abandonner pour survivre. Le Secours Catholique-Caritas France s'y emploie en menant 650 programmes de développement à travers le monde. ■

LA QUESTION DU MOIS

Un "printemps africain" se prépare-t-il ?

Fin octobre, après trois jours de révolte populaire, le président burkinabé Blaise Compaoré, au pouvoir depuis vingt-sept ans, a dû céder la place. D'autres chefs d'État vont-ils l'imiter, tels Denis Sassou-Nguesso (Congo-Brazzaville) et Joseph Kabila (République démocratique du Congo) dont les mandats s'achèvent en 2016 ? La jeunesse africaine (près des deux tiers de la population), active sur les réseaux sociaux, peut-elle être à la source d'un "printemps africain" ?

RÉAGISSEZ

Sommaire

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

HÉBERGEMENT
L'hôtel, une solution indigne 04

INTERNATIONAL

LIBAN
2 millions de réfugiés Syriens 05

EN ACTION(S)

KOSOVO
Caritas favorise la coexistence entre Albanais et Serbes à Mitrovica 07

VILLE
Une oasis dans la cité 08

MOBILISATION
L'étal solidaire 10

RENCONTRE

XAVIER CHAVANE
Un prêtre au carrefour des cultures 12

DÉCRYPTAGE

CATASTROPHES NATURELLES
La force de rebondir 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« On aimerait être Marie et on est souvent Marthe » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

TÉMOIGNAGE
La voix du bonheur 23

Photos de couverture :
Elodie Perriot et Gaël Kerbaol / Secours Catholique-Caritas France

L'urgence du développement local

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

À l'heure où j'écris ces lignes, un nouveau typhon, nommé Hagupit, a touché les Philippines, presque un an jour pour jour après Haiyan et sa force dévastatrice et meurtrière. La population philippine a connu une nouvelle épreuve et doit reconstruire maisons, églises et écoles dévastées… Grâce à la prévention, le pire à été évité. Comme en 2013, le réseau Caritas est mobilisé pour soutenir et accompagner les Philippins dans ces moments de grande difficulté.

En France comme dans le monde, le Secours Catholique-Caritas France est engagé depuis ses origines auprès de tous pour faire face aux catastrophes naturelles qui frappent la planète. Il y a dix ans, le 26 décembre 2004, l'Asie était frappée par un tsunami géant qui a fait des centaines de milliers de morts. Il y a cinq ans, le 12 janvier 2010, Haïti était touchée à son tour. L'île connaissait l'un des plus violents séismes de son histoire provoquant la mort de 230 000 personnes, faisant plus d'un million de sans-abri et laissant un pays aux infrastructures ravagées.
Grâce à votre soutien généreux, le Secours Catholique a pu venir en aide aux populations, aux millions de familles qui avaient tout perdu.

> **« Notre association lie urgence et développement pérenne. »**

Comme vous allez le lire dans notre dossier du mois, au-delà des indispensables secours médicaux, alimentaires et de mise à l'abri dispensés dès les premiers jours qui suivent une catastrophe naturelle, le Secours Catholique s'attache à penser et construire la suite. Notre association lie urgence et développement pérenne. Sur le terrain, nous mettons en œuvre des programmes de reconstruction durable auxquels nous associons les habitants. Au quotidien, nous travaillons avec eux sur des programmes de prévention pour que "la prochaine fois" soit moins meurtrière. Comme dans le cadre de nos actions en France, notre souci est de rendre les habitants autonomes et acteurs de leur devenir. Parce que, pour le Secours Catholique, c'est la force et la richesse de chacun qui permettent et permettront, année après année, de (re)construire tous ensemble. L'occasion pour moi de vous souhaiter une bonne année 2015, riche de forces et de convictions communes pour faire, ensemble, reculer la pauvreté en France et dans le monde, et rendre à chacun de nous sa dignité et sa place dans la société des Hommes. Fraternellement.

VÉRONIQUE FAYET,
PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

HÉBERGEMENT

L'hôtel, une solution indigne

Une enquête du Secours Catholique d'Île-de-France, publiée en décembre dernier, révèle les conditions de vie indignes des personnes hébergées en hôtel dans la région.

E. FRADIN / S.C.-C.F.

Les délégations franciliennes de l'association ont publié une enquête sur l'hébergement en hôtel des personnes sans domicile afin de faire des propositions aux pouvoirs publics. Cette étude, qui doit être une première étape vers la création d'un observatoire du "mal-hébergement", révèle que parmi les 260 personnes ayant répondu à l'enquête, 89 % sont en famille. La moitié d'entre elles sont des enfants dont la moyenne d'âge est de 6 ans.

La majorité (67 %) ne viennent pas de la Communauté européenne et gagnent moins de 500 euros par mois. Près des trois quarts déclarent bénéficier d'un suivi social. L'étude dénonce également le fait que « *l'hôtel, initialement prévu comme une solution d'urgence, devient une solution durable* ». En effet, 44 % des personnes interrogées sont hébergées en hôtel depuis plus d'un an, dont 19 % depuis plus de deux ans.

L'enquête révèle par ailleurs les conditions indignes dans lesquelles se déroule souvent cet hébergement. De fait, plus de 70 % des familles sont hébergées dans une unique pièce. 82 familles sur 260 disent pouvoir cuisiner à l'hôtel. 108 mentionnent la présence d'humidité ou de moisissures et 85 celle de nuisibles. Les motifs d'insatisfaction les plus récurrents sont la douleur morale (32 %), l'isolement (25 %), la rupture des liens familiaux et amicaux (15 %) et la dégradation de la scolarité des enfants (14 %).

Le Secours Catholique suggère, entre autres nombreuses propositions, de revoir le dispositif de gestion des hôtels, de renforcer l'accès aux droits par la domiciliation notamment, de fortifier l'accompagnement social, d'instruire des dossiers de droit au logement ou à l'hébergement opposable et d'optimiser le dispositif d'intermédiation locative Solibail.

Clémence Véran-Richard

RECOURS

La crise du logement est tellement intense qu'elle affecte l'hébergement. Pourtant les demandes se prévalant du droit à l'hébergement opposable (Daho), peu connu du grand public, ne représentent que 10 % de l'ensemble des recours de la loi Dalo (droit au logement opposable).

Matthieu Hoarau, chargé de mission Logement-Dalo en Île-de-France pour le Secours Catholique et la fondation Abbé-Pierre

Selon le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées (HCLPD), en 2013, plus de 10 370 décisions ont été prises dans le cadre du droit à l'hébergement opposable, dont plus de la moitié étaient favorables. Près de 1 100 bénéficiaires ont été hébergés et 233 ont refusé une proposition adaptée.

SANTÉ

L'insécurité alimentaire, lot des familles sans abri

L'observatoire du Samu social a rendu public, en octobre dernier, un rapport sur les enfants et les familles sans logement en Île-de-France. Outre les conditions de vie indignes, l'étude insiste sur l'insécurité alimentaire qui les frappe.

Si de nombreuses données confirment celles fournies par l'étude du Secours Catholique sur les personnes hébergées à l'hôtel (voir ci-contre), l'observatoire du Samu social insiste quant à lui sur l'importance de l'insécurité alimentaire au sein de cette population. En effet, près de 8 familles sans abri sur 10 et 2 enfants sur 3 en souffrent. Il s'agit essentiellement des familles qui sont en France depuis un an ou moins. Parmi elles, 96 % sont en insécurité alimentaire, dont 17 % en insécurité alimentaire sévère. Par ailleurs, le type d'hébergement influe sur cette situation. Les familles en hôtel sont les plus touchées, avec un taux de prévalence de 11 % contre 4 % pour celles en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Une situation catastrophique pour une population qui rencontre de nombreux obstacles à l'accès aux soins. Le Secours Catholique envisage de créer un partenariat avec le Samu social.

LE CHIFFRE DU MOIS

41 000

En Île-de-France, 41 000 personnes sont reconnues comme prioritaires pour obtenir un logement dans le cadre de la loi Dalo (droit au logement opposable) et n'ont pas été relogées dans les délais légaux. 141 d'entre elles étaient menacées d'expulsion avant la trêve hivernale, le 1er novembre.

LIBAN

2 millions de réfugiés syriens

Alors que chaque jour des Syriens demandent l'asile au pays du Cèdre, celui-ci a décidé de fermer ses frontières. Les 4 467 000 Libanais ont accueilli en 2013, 851 284 réfugiés. Ce qui porterait le nombre de Syriens accueillis à 2 millions.

P. DELAPIERRE / S.C.-C.F.

Le chiffre fait bondir à Beyrouth : il y aurait au Liban 2 millions de réfugiés syriens, en comptant ceux, nombreux, non enregistrés au HCR (Haut Commissariat aux réfugiés). Sans oublier 11 500 Irakiens – dont beaucoup arrivés en 2014 – et 440 000 Palestiniens. Pas étonnant si, dans ces conditions, les tensions entre les réfugiés et leurs hôtes augmentent. « *Les Libanais n'en peuvent plus* », déclare Hombeline Dulière, sur place pour le pôle Urgences internationales du Secours Catholique-Caritas France. « *Ils ne se sentent plus chez eux. Car ils reçoivent sur leur territoire 35 % des Syriens ayant fui la guerre depuis trois ans.* »

Les réfugiés syriens, dans l'impasse, souffrent terriblement. Le Liban n'ayant pas signé la Convention de 1951 relative au statut de réfugié, ils ne peuvent en bénéficier. Ils cohabitent dans des campements situés sur des terrains privés, ou dans des appartements, où les loyers sont élevés. Ils sont moitié moins rémunérés pour leur travail – lorsqu'ils en ont un ! – que les Libanais. La vie est chère. Dès lors, se nourrir est un combat, se soigner aussi. Pour éviter que les clivages communautaires ne s'accentuent, le HCR a demandé à la Caritas nationale d'inclure des Libanais dans les activités socioprofessionnelles offertes aux réfugiés dans ses centres.

YVES CASALIS

À LIRE

La vie psychique des réfugiés, d'Élise Pestre (Payot, 2014), psychologue clinicienne et psychanalyste. Un essai sur la nécessité d'un refuge territorial et psychique.

ALERTE

Alep prise en tenaille

La deuxième ville syrienne, patrimoine de l'humanité, est prise en tenaille entre l'armée de Bachar El-Assad et les forces de l'État islamique. Trois ans de conflit l'ont dévastée. Les « *besoins humanitaires y sont énormes* », affirme Caritas Syrie. La nouvelle aide financière du Secours Catholique-Caritas France – 274 058 euros – lui permet de fournir de la nourriture et des médicaments à 1 240 femmes enceintes, à des personnes âgées isolées et déplacées…

BANGLADESH

Le climat, cause de migration

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Le changement climatique conduit chaque année des milliers de Bangladais à quitter leur lieu de vie. Francis Atul Sarker, directeur adjoint de Caritas Bangladesh, témoigne.

Quelle est l'ampleur de ce phénomène ?

On compte aujourd'hui au Bangladesh environ 30 000 personnes déplacées en raison des effets du changement climatique. Ce chiffre ne prend pas en compte les migrations saisonnières, c'est-à-dire les personnes qui habitent des zones vulnérables et qui les quittent pendant la période de soudure (1).

Où vont ces personnes ?

Certaines migrent au sud-est du Bangladesh. Les autres, en majorité hindoues, s'installent en Inde après avoir vendu tout ce qu'elles possédaient, y compris leur terre. Beaucoup rejoignent également les grandes villes de province et la capitale, Dacca.

Comment Caritas les aide-t-elle ?

Caritas Bangladesh les aide à trouver des moyens de subsistance. Par ailleurs, nous menons des projets d'adaptation au changement climatique, de prévention des risques de catastrophes naturelles et de gestion des ressources.

Propos recueillis par Clémence Véran-Richard

1. Période précédant les premières récoltes durant laquelle le reste de la récolte précédente peut être épuisé en raison d'une production trop faible.

Noël sur Seine

Depuis plus de dix ans, le Secours Catholique-Caritas France et l'Association des Cités du Secours Catholique organisent un réveillon sur la Seine au départ de Paris. Cette année, pas moins de cinq péniches ont été affrétées pour remonter le fleuve et offrir une soirée festive à plus de 500 personnes accueillies par les associations. L'occasion pour des familles et personnes isolées en situation de précarité de partager un moment de rencontre et d'échanges loin de la grisaille quotidienne. Durant toute la croisière, des concerts sont proposés ainsi que des animations pour les enfants. Plus de 100 bénévoles participent à l'organisation de l'événement.

C.V-R.

D. METRA / S.C.-C.F.

PAROLE DE JANINE CARPENTIER, BÉNÉVOLE À L'ATELIER DE TRI DE JOUETS "LA MALLE AUX TRÉSORS" À CAEN

« Lorsque j'avais 14 ans, mon professeur des écoles a demandé aux élèves de ma classe d'apporter des jouets. Nous les avons remis en état et les avons offerts à des enfants en précarité. Cette idée ne m'a jamais vraiment quittée et plusieurs années plus tard, j'ai lancé avec le Secours Catholique-Caritas France l'atelier de tri de jouets "La malle aux trésors". Cela fait maintenant treize ans qu'il existe. Nous récupérons les jouets, les remettons en état et les offrons à des familles en difficulté logées dans des hébergements d'urgence et des centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). À Noël, elles reçoivent toutes des cadeaux. Les mamans viennent les choisir comme si elles étaient dans un vrai magasin.

Nous travaillons également avec une association d'aide aux femmes en grande difficulté. La plupart d'entre elles sont battues ou sont fragiles psychologiquement. Elles viennent à l'atelier et c'est une manière pour elles de sortir de leur quotidien difficile. Nous aimerions ouvrir une boutique solidaire, car l'atelier se situe dans un quartier populaire. Il y a cinq ans, j'ai revu le professeur qui, sans le savoir, était à l'origine de ce projet. Elle m'a déclaré qu'à l'époque, elle confiait une partie des jouets que ses élèves restauraient au Secours Catholique. La boucle est bouclée ! »

Propos recueillis par Clémence Véran-Richard et Sophie Lebrun

D.R.

Nous récupérons les jouets, les remettons en état et les offrons à des familles en difficulté logées dans des hébergements d'urgence et des centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). À Noël, elles reçoivent toutes des cadeaux.

D'INFO

ornecalvados.secours-catholique.org/la-Malle-aux-tresors-recherche

INITIATIVE

Hiver solidaire

L'opération "Hiver solidaire" a repris à Paris pour la 6e année consécutive. 23 paroisses de la capitale y participent, plus d'une centaine de personnes de la rue sont déjà accueillies.

Cette opération, à laquelle le Secours Catholique-Caritas France est associé depuis le début, consiste à accueillir 3 à 10 personnes sans logement chaque soir dans les locaux paroissiaux pendant les mois d'hiver, pour dîner, passer la soirée et dormir. Il s'agit aussi d'une occasion de rencontres et de moments conviviaux avec des paroissiens.

À travers ce partenariat, l'antenne du Secours Catholique de Paris souhaite développer davantage de liens entre paroisses et accueils de jour, pour un accompagnement global tout au long de l'année.

M.B.

VU SUR PLACE AU KOSOVO

Caritas favorise la coexistence entre Albanais et Serbes à Mitrovica

Depuis le conflit avec la Yougoslavie, de 1998 à 1999, la plaie reste à vif dans l'ancienne province autonome serbe du Kosovo. Elle souffre, au nord, des divisions entre Serbes et Albanais. Comment vivre ensemble, à Mitrovica, alors que le clivage est installé depuis quinze ans – les Kosovars d'origine albanaise habitant au sud, les Serbes au nord ? Comment cohabiter quand on ne parle pas la même langue, et que le sud et le nord de la ville n'ont plus de relations commerciales ? Comment organiser un avenir commun lorsque deux administrations, l'une serbe et l'autre kosovare, coexistent ?

Pourtant, des Albanais et des Serbes, membres de Caritas Kosovo à Mitrovica, travaillent en harmonie, à l'image de leur directeur serbe et de son adjointe albanaise. Catholiques, musulmans et orthodoxes y vivent une coexistence pacifique sans doute due, au moins en partie, à leur histoire commune commencée dès l'ouverture de ce bureau par le Secours Catholique-Caritas France, en 1999.

Au quotidien, Caritas Kosovo promeut la réconciliation : l'organisation développe avec de jeunes Serbes et Albanais des initiatives fédératrices tels des festivals ou des compétitions sportives. De janvier à octobre 2014, en lien avec Caritas Serbie, la Caritas kosovare a associé des membres des deux communautés à une campagne de lutte contre la toxicomanie, organisant des conférences à deux voix dans les écoles. En octobre, un groupe de jeunes des deux communautés ont concouru ensemble lors d'une foire agricole. Autant de ferments pour faire lever la réconciliation. ■

Yves Casalis

P. DELAPIERRE/S.C.-C.F.

Le pont Austerlitz de Mitrovica fait le lien entre les quartiers serbes et albanais. Il est régulièrement le lieu de tensions.

A SUIVRE

Halte à Toulouse

À Toulouse, la Halte de nuit, gérée par l'Association des Cités du Secours Catholique, accueille des personnes en grande détresse qui ne vont pas vers les dispositifs d'hébergement classiques.

De 19 h à 9 h du matin, 365 jours par an, la Halte de nuit, dans le centre de Toulouse, permet à une trentaine de personnes sans abri de s'alimenter, se reposer et créer des liens. « *Ce sont des gens qui ne vont pas vers le 115, qui sont dans une situation d'extrême précarité, avec souvent des problématiques d'addiction et une longue expérience de la rue* », indique Anne Barreda, directrice de l'une des dix-huit Cités du Secours Catholique. Le cadre et le fonctionnement du lieu sont donc adaptés aux besoins de ce public : « *Chacun peut entrer et sortir à sa guise. Les chiens sont acceptés. Il y a peu de contraintes, mais elles sont d'autant mieux respectées. La Halte se veut un marchepied vers une structure d'hébergement pérenne.* », résume Anne Barreda.

C'est lors des maraudes des bénévoles que les personnes sont repérées et dirigées vers la Halte. Elles peuvent ensuite revenir quand elles le souhaitent. Chaque soir, trois salariés les accueillent et les écoutent, et trois bénévoles se chargent de l'animation et de la convivialité de ce lieu atypique.

Marina Bellot

MARTINIQUE

Un emploi et des femmes

L'équipe locale du Secours Catholique de Fort-de-France accueille huit femmes tous les mardis matin au sein du groupe "Redynamisation vers l'emploi". Avec des partenaires institutionnels et associatifs, les bénévoles tentent de changer le regard qu'ont ces femmes sur elles-mêmes, les aident à démystifier le monde du travail et à se réapproprier ses codes (ponctualité, respect des collègues, tenue adaptée, etc.). Depuis 2012, 70 % des femmes accueillies dans ce groupe ont trouvé un emploi, une formation ou créé leur propre activité économique.

ÉVASION FISCALE

Les banques françaises au rapport

La plateforme Paradis fiscaux et judiciaires dont est membre le Secours Catholique a rendu public le 13 novembre dernier un rapport sur l'utilisation des paradis fiscaux par les banques françaises. Ce rapport constate que 26 % du chiffre d'affaires international des grandes banques françaises est réalisé dans les paradis fiscaux et n'est donc pas taxé. Autant d'argent perdu pour l'État dans le financement de l'action collective.

MOBILISATION CITOYENNE

Démocratie en Afrique

Des organisations de la société civile africaine et européenne, dont le Secours Catholique, lancent fin janvier la campagne "Tournons la page" afin de construire les conditions d'une véritable démocratie en Afrique. Dans le même temps, un rapport sur la réalité de la démocratie sur ce continent sera rendu public. Un appel a été lancé le 15 octobre dernier dans le cadre de cette campagne pour encourager l'alternance au pouvoir.

Signez l'appel "En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans alternance !" sur le site www.tournonslapage.com.

VILLE

Une oasis dans la cité

À Bondy, l'association Le Rocher, de la Communauté de l'Emmanuel, soutenue par la fondation Caritas France, lutte contre l'isolement et aide les plus démunis grâce à des actions sociales, culturelles et éducatives. Son succès lui a permis d'essaimer dans plusieurs grandes villes de France, en s'investissant toujours dans les quartiers défavorisés.

+ D'INFO
www.assolerocher.org

Enchevêtrement de longues barres HLM vieillottes débouchant sur la trouée d'une place ou d'un parking, Bondy nord, en Seine-Saint-Denis, est à la fois écrasant et fragile. Situations précaires et problèmes sociaux s'accumulent dans ce secteur, le plus pauvre de l'agglomération. C'est ici qu'est née il y a quatorze ans l'association Le Rocher Oasis des cités, qui dispose aujourd'hui de huit antennes dans tout le pays.

Au cœur de la cité de la Noue Caillet, un petit bâtiment accolé à l'église sert de local à ses salariés et jeunes volontaires en service civique pour un an. La spécificité du Rocher : ses membres ont presque tous fait le choix de vivre dans le quartier le temps de leur mission. Une décision difficile mais nécessaire pour parvenir à tisser une relation de confiance avec les habitants, identifier leurs besoins et leur apporter une aide efficace par des actions sociales, culturelles et éducatives.

Ce jeudi matin, jour de marché, les membres du Rocher sortent des tables sur le trottoir. Sous un barnum installé devant leur local, ils proposent gratuitement thé, café et biscuits aux passants. C'est là que l'appellation "Oasis des cités" prend tout son sens : en quelques minutes, le petit stand devient un point de rencontre. Certains s'approchent timidement, se renseignent, prennent une boisson puis repartent aussitôt. D'autres sont devenus des habitués, font la bise aux membres de l'équipe, les appellent par leur prénom, s'attardent malgré le froid.

Les conversations s'engagent : Gilbert, grand-père moustachu qui habite la barre voisine, parle de ses problèmes de santé avec Marie, volontaire de l'association. Marlène évoque son travail à la préfecture avec Jean-Marie, éducateur spécialisé du Rocher. Jean-Luc, blouson bleu ciel sur le dos et bonnet enfoncé jusqu'aux yeux, passe de groupe en groupe pour serrer des mains. Des gens vivant parfois dans le même immeuble mais se connaissant à peine prennent ainsi le temps d'échanger.

X. SCHWEBEL / S.C.-C.F.

Le café hebdomadaire est un moment important pour parler des problèmes.

Besoins

Pour eux, ce café hebdomadaire est un moment important de la semaine, un temps de sociabilité apprécié. « *C'est primordial,* confie Marlène, la cinquantaine coquette. *Je me suis fait des amis, ici.* » Il permet également de faire remonter aux membres de l'association les problèmes rencontrés par les habitants et leurs familles ou les besoins individuels.

« *On ne peut pas leur apporter de solutions toutes faites, mais les aider à avancer* », résume Laurence, volontaire âgée de 20 ans. Pour cela, le Rocher de Bondy est notamment en relation avec les équipes locales du Secours Catholique. « *Nous travaillons avec la délégation de Bondy pour les demandes de chèques-service ou d'hébergement, avec celle du Blanc-Mesnil quand un besoin de vêtements se fait sentir et celle de Drancy qui fait de l'accueil administratif pour les migrants* », précise Christine, responsable des relations institutionnelles.

VU D'ICI **ANNE-CATHERINE BERNE,** CHARGÉE DE PROJET AU SECOURS CATHOLIQUE

Agir ensemble

X. SCHWEBEL / S.C.-C.F.

Tout commence par une rencontre.

Amener les populations de quartiers populaires à se prendre en main en se mobilisant ensemble, c'est l'objectif de la pédagogie du développement social. Entre 2001 et 2012, avec des collègues du Secours Catholique, nous sommes allés à la rencontre des habitants de quartiers délaissés par les politiques publiques pour les engager à se mobiliser autour de projets. Concrètement, il s'agit de décider les gens d'un territoire à résoudre une problématique commune. Par exemple, à Grenoble, des habitants ont travaillé ensemble à l'installation de bancs publics dans leur quartier. Ce n'est pas une action révolutionnaire, mais elle leur a permis de changer de regard sur les institutions avec lesquelles ils ont dû traiter et sur eux-mêmes. Ainsi, le fatalisme régresse et cette mobilisation suscite souvent de nouvelles initiatives des habitants eux-mêmes. Ceux-ci gagnent en compétences, se sentent davantage citoyens, savent qu'ils peuvent agir ensemble et faire valoir une parole commune. Surtout, cela favorise le vivre-ensemble. Cette pédagogie s'adapte à chaque territoire en fonction de ses réalités économiques, sociales, et produit des projets très différents selon les quartiers. L'expérience a essaimé au sein des délégations du Secours Catholique et est désormais développée en Ille-et-Vilaine, dans l'Ariège et la Garonne, en Seine-Saint-Denis, dans l'Hérault, le Finistère et les Bouches-du-Rhône. ■

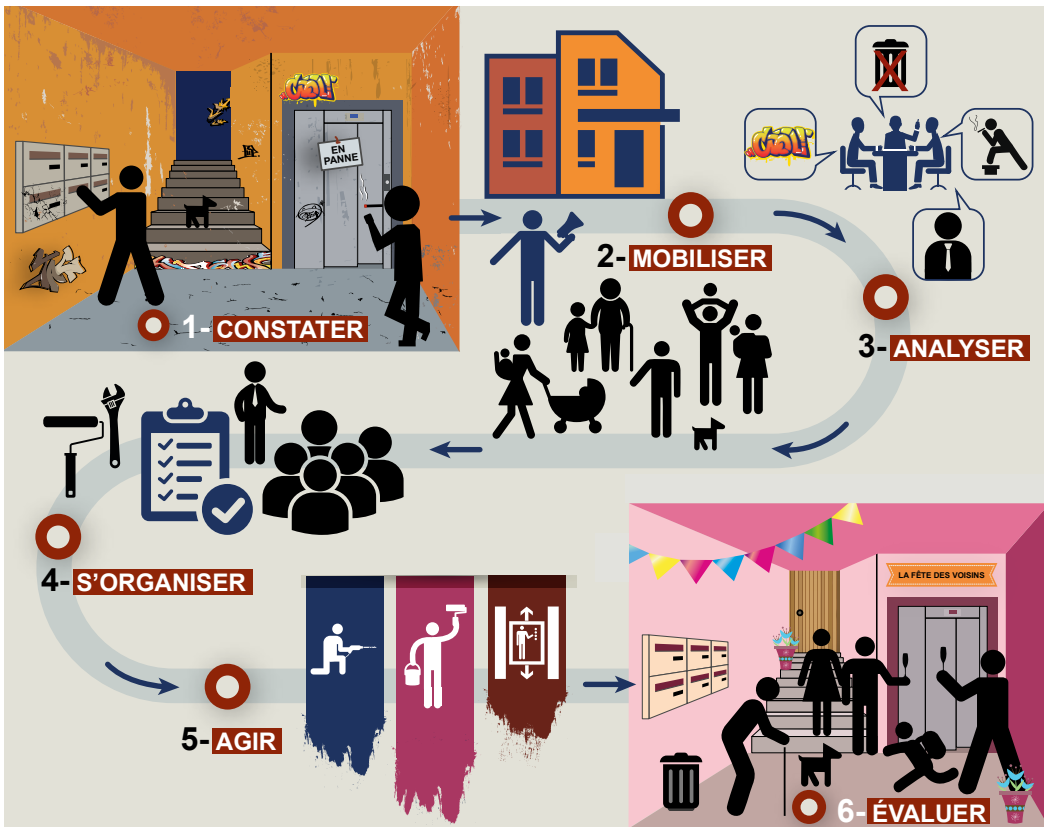
> **« Il s'agit de décider les gens d'un territoire à résoudre une problématique commune. »**

Propos recueillis par Clémence Véran-Richard

Pour toucher toutes les populations de la cité, Le Rocher diversifie les activités : animations de rue, camps de vacances, alphabétisation, ateliers couture ou musique, aide à l'insertion professionnelle, tournée des halls d'immeubles pour aller à la rencontre des jeunes même si le dialogue est parfois difficile... « *Il faut de bonnes épaules,* concède Peter, l'un des salariés, *mais on se rend compte en grattant un peu la couche de violence et de provocation qu'il y a des jeunes que l'on peut contribuer à (re)mettre dans une dynamique de recherche d'emploi.* »
Le but est de ne laisser personne de côté. Il suffit d'être témoin de l'ambiance joyeusement studieuse du cours d'alphabétisation où Laurence, accompagnée de Daphné et Marion, et de quelques bénévoles, enseignent les rudiments du français à des mères de famille pour constater les liens de complicité et d'amitié qui se nouent. ■

Julien Fournier

INFOGRAPHIE **Les six étapes d'une action commune**



MOBILISATION

L'étal solidaire

Des fruits et légumes vendus à moitié prix à des personnes à faibles revenus : bienvenue à l'étal solidaire, mis en place pour et par les habitants d'un quartier populaire de Rennes, avec le soutien du Secours Catholique-Caritas France.

REPORTAGE MARINA BELLOT

Au cœur du quartier de Maurepas, au rez-de-chaussée d'une tour (1), un drôle de marché a lieu deux mardis après-midi par mois. De dehors, rien ne permet de se douter de ce qui se trame là. Mais tous les habitants le savent : ici, choux-fleurs, poireaux, carottes et autres produits locaux de qualité sont vendus à moitié prix.

Seule condition pour bénéficier de cette avantageuse ristourne : être bénéficiaire de la carte Sortir, qui permet aux Rennais les plus modestes d'avoir accès à des activités culturelles à des tarifs préférentiels. « *C'est plus simple : nous n'avons pas à demander les ressources, pas de dossier à faire…* », indique Solange, animatrice au Secours Catholique, qui a accompagné la création du projet.

« *On n'est pas là pour faire des bénéfices : nous vendons les produits au coût d'achat à ceux qui n'ont pas la carte Sortir, et à moitié prix aux autres, la différence étant payée aux producteurs par le Secours Catholique* », précise Florent, comptable bénévole.

À la caisse, à la pesée, derrière les "stands", les habitants du quartier se relaient. Car cet étal solidaire a été monté pour et par eux. « *On s'est bien investis, cela a pris plus d'un an* », indique Gabriel entre deux conseils de cuisson. Avant de se lancer, il a fallu évaluer les besoins : « *En deux semaines, 350 enquêtes avaient déjà été réalisées grâce à l'implication des habitants* », rapporte Solange. Le constat est sans appel : les fruits et légumes font rarement partie des menus.

Réseau

« *On est allé rencontrer des maraîchers locaux, mais aussi démarcher des partenaires pour faire connaître le projet* », relate Pascal, qui s'affaire d'un bout à l'autre du local.

Résultat, un véritable réseau s'est peu à peu mis en place : mairie de quartier, médiatrice, conseil général… Tous les acteurs locaux connaissent et promeuvent le projet. « *C'est le centre social qui m'a suggéré de venir aider ici, le temps de trouver du travail* », témoigne Béatrice, qui prête main-forte pour la première fois aujourd'hui. « *Ça permet de rencontrer les gens. Avant, je les croisais dans le quartier sans leur parler.* »

« *Ici tout le monde s'embrasse, rigole, c'est chaleureux* », commente Pascal. Son lourd passé carcéral – vingt-deux ans derrière les barreaux – n'est pas un secret ici. « *J'ai rencontré des gens qui m'ont tendu la main. J'ai commencé par venir à un café convivial, et aujourd'hui je m'investis, j'évolue* », dit celui qui tend la main à son tour. « *J'ai ramené ici des gens isolés… Ils sont restés. On a tous un passé difficile, mais on laisse nos problèmes chez nous.* »

1. Le local est loué par le Secours Catholique à l'Apras (Association pour la promotion de l'action et de l'animation sociale).

Délégation d'Ille-et-Vilaine

10 rue Louis-Guilloux - CS 61139
35011 Rennes
Tél. : 02 99 54 11 01
illeetvilaine.secours-catholique.org/
illeetvilaine@secours-catholique.org

Nombre d'équipes locales : 46
Nombre de bénévoles : 1 100
Nombre de salariés : 7
Nombre de situations rencontrées en 2013 : 9 932

D'INFO

lemarchesolidaire.fr
Une autre expérience de marché solidaire dans le 14e arrondissement parisien.

LE REGARD DE SOLANGE GICQUEL,
ANIMATRICE AU SECOURS CATHOLIQUE DE RENNES

« Un réseau solidaire dans un quartier populaire »

D.R.

Maurepas est un quartier populaire situé en zone urbaine sensible (ZUS) et dont la population est défavorisée. C'est là que se trouvent les logements sociaux les moins chers de Rennes.

Il y a un an, un réseau solidaire a été créé par le Secours Catholique en lien avec la mairie de quartier et Optima, une association qui dispose de correspondants de nuit et d'une médiatrice de quartier.

Un projet "mobilier" a notamment été mis en œuvre : il consiste à récupérer des meubles et objets d'occasion pour les remettre à des habitants du quartier de Maurepas et créer ainsi du lien avec eux. Cette action est menée par des bénévoles du Secours Catholique, en collaboration avec la médiatrice qui se charge de centraliser les demandes, transmises pour la plupart par les travailleurs sociaux (CCAS…). Il s'agit de meubles, mais aussi de vaisselle, de linge de maison et d'électroménager. Les dons viennent d'un peu partout, de particuliers mais aussi de professionnels qui travaillent dans le quartier. Les habitants s'investissent pour aider à transporter les meubles, pour faire des petits travaux… En un an, 70 demandes ont été satisfaites.

Propos recueillis par Marina Bellot

1

2

3

En action(s)

Carottes, poireaux et autres salades vendus à moitié prix investissent deux mardis après-midi par mois le rez-de-chaussée d'une tour d'un quartier populaire de Rennes 1. Béatrice, habitante du quartier, vient prêter main forte pour la première fois 2. Un coin convivial permet de créer des liens autour d'un café 3. Pascal (au milieu) est l'un des bénévoles de la première heure 4. À la pesée et derrière les stands, les habitants se relaient 5 et 6.

PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.

4

5

6

Rencontre

XAVIER CHAVANE

Un prêtre au carrefour des cultures

Vicaire épiscopal pour la pastorale des cités et curé des Mureaux (Yvelines), le père Xavier Chavane est une cheville ouvrière du dialogue interculturel.

PAR SOPHIE LEBRUN ET JACQUES DUFFAUT PHOTOS : GAEL KERBAOL / S.C.-C.F.

« *La joie d'un prêtre est de faire corps avec les habitants d'un lieu donné. Aux Mureaux, les gens m'ont aidé à être prêtre* », déclare Xavier Chavane, curé de cette ville depuis 2006. Les Mureaux sont une commune d'environ 32 000 habitants située au nord des Yvelines. Cité industrielle, elle compte 46 % de logements sociaux, un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et une population aux deux tiers musulmane. Certains de ses quartiers sont dits "sensibles". Comment ce fils de bourgeois lorrains élevé à Versailles trouve-t-il son bonheur parmi une population aux origines multiples ?

« *Enfant, j'avais très envie de tenir un café, de rencontrer les gens, d'échanger avec eux* », dit-il pour expliquer son parcours. « *Plus tard, quand j'ai été séminariste, j'ai découvert la richesse des cités populaires où le monde entier est représenté. Nous en faisons l'expérience à travers les visages et les histoires concrètes qui se croisent.* » Né en 1968, élevé chrétiennement au sein de la paroisse Saint-Symphorien de Versailles, le jeune Xavier sera membre des Scouts unitaires de France de 11 à 22 ans, puis poursuivra des études de droit et de russe. « *À l'époque, il existait un mur qui divisait l'Europe et derrière lequel on parlait russe. J'avais envie d'aller voir au delà du mur et de comprendre. Lorsque j'ai pu aller en Roumanie ou en Pologne, avant même la chute du communisme, il était mal vu de parler russe. Ce que j'avais appris ne m'a pas servi. Mais je ne regrette rien : il y a d'excellents écrivains russes.* »

BIOGRAPHIE

17 octobre 1968 : naissance à Nantes

1971 : la famille Chavane s'installe à Versailles (78)

1979/1990 : scout unitaire de France

2006 : nommé prêtre aux Mureaux (78)

Lingala et créole

Il y a peu ou pas de Russes parmi les Muriautins. La plupart sont d'origine africaine. « *La France, contrairement à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis, n'est pas communautariste*, souligne le père Chavane. *C'est une caractéristique forte de nos cités populaires.* » Ici, pour vivre ensemble, il est impératif de se connaître et de se comprendre. La priorité du père Chavane a été « *d'aider les jeunes et les adultes à se rassembler et à monter des projets qui leur soient propres* ».

Sa première initiative fut de mettre sur pied une chorale. « *Pour louer Dieu*, explique le père Chavane, *quel meilleur moyen de Le vénérer qu'en chansons ? Nous avons découvert de véritables talents. Nous chantons en plusieurs langues, nous apprenons les refrains en lingala* (langue bantoue parlée au Congo, ndlr), *en créole antillais, ou en d'autres dialectes.* » La "table ouverte" est une autre de ses initiatives. Tous les mardis et tous

CE QUE JE CROIS

> Jésus a dit : "Heureux les doux, ils auront le paradis en partage." Mais c'est compliqué de n'avoir aucune violence en soi, ni dans les mots ni dans les actes. Encore moins devant les situations d'injustice. Le dialogue interreligieux relève de la même logique : il est vital pour le monde d'aujourd'hui comme l'est la douceur et l'amour, mais il n'est pas facile.

les jeudis, une vingtaine d'habitants participent à cette réunion culinaire et gustative. « *Une bonne moitié de ces personnes ont des difficultés financières pour se nourrir, d'autres souffrent de solitude et d'autres viennent parce qu'elles sont heureuses de partager un repas et de vivre une expérience de fraternité.* » Lors de ces repas, chacun cuisine, dresse la table, anime le repas, participe au rapprochement des cultures et à la bonne entente entre chrétiens et musulmans.

Ce travail quotidien n'est pas toujours compris. En 2011, les musulmans veulent construire leur propre mosquée. Les fidèles du père Chavane, apprenant l'initiative, marquent leur solidarité par un geste symbolique : lors du carême, ils collectent 600 euros qu'ils offrent à leurs concitoyens musulmans. Certains médias reprochent alors au père Chavane de faire le jeu de l'Islam. « *Quand la polémique a éclaté*, se souvient-il, *je me trouvais sur l'île de Fadiouth, au Sénégal. Sur cette île vivent 80 % de chrétiens et 20 % de musulmans. Et dans cette église, il y a une véritable œuvre d'art, un chemin de croix de toute beauté offert par la communauté musulmane en signe d'amitié.* » Comment peut-il y avoir confusion entre prosélytisme et respect des autres croyants ?

Partisan du "être avec" plutôt que du "faire pour", conviction qu'il partage régulièrement avec les acteurs du Secours Catholique-Caritas France présents sur place, le père Chavane a favorisé l'installation en 2008 d'une communauté de religieuses, les Filles de la Croix, à la cité des Musiciens, l'un des quartiers les plus délaissés de la ville, ainsi que l'implantation du Rocher (voir p. 8). Ses animateurs vivent avec les habitants, mènent des actions auprès des enfants, rencontrent les parents, fédèrent les mamans. Ces mamans sont invitées à faire connaître les plats de leurs pays respectifs lors des repas "Saveurs du monde" cinq ou six fois par an. Un jeudi par mois, le Rocher organise un débat dans ce qui est appelé le "Café philo". « *Jeudi dernier*, précise Xavier Chavane, *le sujet était le suivant : comment nos origines nous construisent-elles ?* » ■

POUR ALLER PLUS LOIN

> Refaire la cité
Depuis trois décennies, les territoires qu'on appelle « cités », « banlieues », « zones urbaines sensibles » ont subi bien des transformations : paupérisation, ségrégation urbaine et ethnique, durcissement des rapports avec les institutions. Un livre diagnostic. *Refaire la cité (L'avenir des banlieues)* de Didier Lapeyronnie et Michel Kokoreff, coédition Seuil – La république des idées, 2013.

> Le savoir est une arme
Un documentaire qui démontre que l'échec scolaire n'est pas une fatalité, même dans les quartiers difficiles. *Le savoir est une arme* d'Abdé Keta, 2014.

DÉCRYPTAGE

CATASTROPHES NATURELLES

LA FORCE DE REBONDIR

INTERVIEW 16
CHRISTOPHE BÉNÉ

ANALYSE 17
LES LEÇONS DU TSUNAMI

HAÏTI 18
L'ESPOIR FONDÉ SUR LES ENFANTS

En Asie du Sud il y a dix ans, en Haïti il y a cinq ans, aux Philippines il y a un peu plus d'un an, des centaines de milliers de personnes ont péri à la suite d'un tsunami, d'un séisme ou d'un typhon. Le nombre de ceux qui ont dû continuer à vivre après avoir tout perdu est bien plus important encore. Comment se relève-t-on d'une catastrophe naturelle ? Peut-on s'y préparer ? La capacité de se relever est-elle une ressource naturelle ou doit-elle s'acquérir ? Retour sur ces cataclysmes qui ont marqué nos dix dernières années et la mobilisation qu'ils ont fait naître.

ÉCLAIRAGE

Résister

aux catastrophes naturelles

Au-delà de la prévention et de l'intervention d'urgence, les programmes mis en place par le Secours Catholique-Caritas France contribuent à la résilience* des populations sinistrées.

ENQUÊTE : JACQUES DUFFAUT / PHOTO : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

« *Caritas ne se limite pas à intervenir en urgence auprès des victimes de catastrophes. Elle contribue à la résilience future des communautés* », explique Sébastien Dechamps, responsable des Urgences internationales au Secours Catholique. « *Nous lions l'urgence à la reconstruction et au développement. Des phases pas forcément consécutives, et parfois simultanées. À nous de nous adapter aux contextes.* »
La stratégie du Secours Catholique-Caritas France est, depuis de nombreuses années, de renforcer les communautés. D'une part, pour se préparer à d'éventuelles catastrophes naturelles, d'autre part, pour rebondir et retrouver rapidement les moyens économiques propres à reprendre une vie normale ensuite. Cette méthode a-t-elle porté ses fruits lors du tsunami en Asie du Sud, du séisme en Haïti ou du typhon aux Philippines ?
La nature des trois crises n'est pas la même, analyse Sébastien Dechamps : « *En Haïti, l'épicentre du séisme était tout proche de la capitale, il a atteint le cœur du pays et détruit un système déjà fragile. Le tsunami de 2004 a touché les régions côtières, mais a laissé opérationnels les services d'État qui fonctionnaient avant. Même chose aux Philippines où le typhon a touché neuf provinces de l'archipel et épargné Manille, sa capitale.* »
L'impact est différent aussi selon le degré de préparation aux risques d'une catastrophe. Depuis dix ans, des progrès considérables permettent de détecter les tsunamis et les ouragans et d'avertir les populations. « *Il y a six mois, un puissant cyclone se dirigeait vers les côtes du Bangladesh et de la Birmanie,* rappelle Sébastien Dechamps. *Il a été détecté suffisamment à l'avance. En 48 heures, les autorités des régions concernées ont procédé à l'évacuation de 2 millions de personnes. Aucune perte humaine, bien que les dégâts matériels aient été importants.* » L'effet secondaire de ces crises demeurées inaperçues du reste du monde, c'est qu'elles ne soulèvent aucun mouvement de solidarité.
La science ne sait pas encore prévoir quand aura lieu un séisme. En revanche, elle peut en situer le lieu probable. Il existe une cartographie des risques sismiques. Dans ces zones, les effets d'un tremblement de terre dépendent de plusieurs paramètres, notamment de la vulnérabilité des installations et des infrastructures. Sébastien Dechamps se souvient d'« *un séisme d'une magnitude équivalente à celui d'Haïti qui avait frappé le Japon peu avant janvier 2010 sans faire de victimes et pratiquement sans dégâts* ». Il est donc possible de se préparer aux tremblements de terre. En Haïti, vulnérable aussi bien aux séismes qu'aux ouragans, l'État et les ONG tiennent compte aujourd'hui de ces deux paramètres.
Au-delà de la période d'urgence, les programmes mis sur pied dans les zones affectées tendent à renforcer moralement et économiquement les personnes sinistrées. Après avoir participé à l'urgence – apport de matériaux nécessaires à la reconstruction de leur habitat, par exemple – les populations concernées bénéficient d'un ■■■

LE POINT DE VUE DU PÈRE ZUCCHI

Le père Zucchi est directeur de l'école professionnelle des Salésiens située à Cité-Soleil, le plus grand bidonville de Port-au-Prince.

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

« Comme nous, nombreux étaient ceux qui étaient découragés après le tremblement de terre. Mais nous avions construit avant, nous pouvions recommencer. Nous en avions la capacité. Il nous fallait l'énergie. En avril 2010, l'appui des Caritas nous a boostés pour aller de l'avant.
« Avant 2010, nous étions l'école professionnelle la mieux cotée du pays. Nous avions le plus grand atelier d'ajustage mécanique. Nous voulons remettre l'école au même niveau qu'avant. Actuellement, nous remontons les bâtiments. Bientôt, nous les rééquiperons.

Il faut travailler à un changement de mentalité.

« Le séisme était l'occasion de rebâtir correctement le pays. On a laissé passer l'occasion. Il y a plusieurs solutions à présent. Une politique honnête, des Haïtiens honnêtes qui veulent travailler avec leurs frères et sœurs, une bonne éducation de base. Ce sont autant de solutions louables.
« Il faut travailler à un changement de mentalité. Ce n'est pas un changement de Constitution qui changera le pays, mais un changement d'hommes. C'est moi, c'est l'autre qui doit changer pour changer l'humanité. »

Propos recueillis par Jacques Duffaut

PLUS D'INFOS
www.don-bosco.net

accompagnement global. C'est le cas en Haïti où certaines ONG comme le Secours Catholique financent un programme de développement global de certains syndicats paysans, avec pour objectif l'autosuffisance économique du monde rural.

Risques et dégâts

L'aide humanitaire est ponctuelle, puisqu'elle dépend des sommes collectées puis engagées dans des actions sur le terrain. À chaque urgence internationale, le Secours Catholique précise à ses donateurs qu'une fois la phase d'urgence passée, les fonds collectés serviront à renforcer les communautés grâce à des programmes qui réparent psychologiquement et matériellement les populations affectées.

Aux Philippines où la phase d'urgence s'est terminée plus tôt que prévu, le département des Urgences internationales au Secours Catholique estime que la phase de reconstruction et de renforcement économique sera de trois ou quatre ans. Les programmes mis en place lors du tsunami ont duré cinq ans, tout comme ceux d'Haïti, qui ont pris fin en novembre dernier.

Ainsi, la résilience des communautés dépend d'une part de l'intensité des dégâts (si l'on réduit les risques, on réduit les dégâts) et d'autre part de leur capacité financière à surmonter les crises. Au Sahel, autre exemple, les Caritas mettent en place des outils contre la sécheresse, une calamité désormais récurrente. Elles aident les agriculteurs à diversifier leurs cultures, leur élevage, à mettre en place une épargne et des banques de céréales. En accompagnant les populations à se prémunir contre les risques, l'aide humanitaire peut être limitée dans le temps et dans son ampleur. ■

* Capacité d'un système ou d'une population a se relever à la suite d'une catastrophe.

À LIRE

> ***Résilience. Connaissances de base***
de Boris Cyrulnick et Gérard Jorland
éditions Odile Jacob - 2012

> ***Vivre et revivre. Comprendre la résilience***
de Stéphane Szerman
éditions Robert Laffont - 2006

INTERVIEW CHRISTOPHE BÉNÉ

« Comprendre les chocs pour mieux combattre la pauvreté »

Pour le chercheur Christophe Béné, spécialiste de la réduction de la pauvreté, le concept de résilience est utile s'il est un moyen d'améliorer le bien-être des communautés.

D'où vient le concept de résilience ?

À l'origine, le concept vient des sciences dures : il était notamment utilisé au XIXe siècle dans la construction navale pour tester la résistance des matériaux aux chocs. Il a ensuite été utilisé dans les sciences sociales, en particulier en psychologie, pour décrire la manière dont les enfants réagissaient à certains chocs et traumatismes.

Depuis une petite dizaine d'années, il est de plus en plus fréquemment utilisé par les ONG mais aussi les bailleurs de fonds dans le cadre de leurs programmes de développement.

J.-L. MEGE / S.C.-C.F.

Il ne faut pas pas confondre résilience et réduction de la pauvreté.

En quoi la résilience est-elle utile dans le domaine de l'humanitaire ?

La résilience peut être définie comme la capacité d'un individu, d'un foyer, d'une communauté ou d'un système à réagir de façon positive à un choc ou un stress, par exemple des inondations ou sécheresses, ou bien à des chocs d'origine économique, comme une augmentation brusque des prix des produits de première nécessité. Cela a le grand intérêt d'ouvrir tout un pan de recherches sur l'importance des chocs en relation avec les problèmes de vulnérabilité et de pauvreté.

Prenons l'exemple d'Haïti : est-ce que le séisme qui a eu lieu en 2010 a eu globalement plus d'impact négatif sur la population que l'ensemble de tous les micro-chocs qui affectent ces mêmes Haïtiens tous les jours, quand ils perdent leur travail, ont un accident, ou se font racketter dans la rue ?

Dans ces conditions, et lorsque le budget de l'État est limité (comme c'est le cas pour beaucoup de pays pauvres), où doit-on investir en premier ? Dans des infrastructures qui permettent de réduire les risques majeurs liés aux catastrophes naturelles (même si celles-ci n'arrivent qu'une fois tous les cent ans), ou dans des filets de sécurité – assurance chômage, assurance maladie, protection sociale, etc. – qui permettent de réduire l'impact des micro-chocs répétés sur la vie de tous les jours ?

La résilience n'est donc pas nécessairement la même chose que la réduction de la pauvreté ?

Bien qu'elles semblent à première vue liées, il est très important de ne pas confondre résilience et réduction de la pauvreté : ce sont deux concepts qui n'évoluent pas systématiquement dans la même direction. Une veuve qui réussit à survivre durant des années dans les rues de Lagos ou de Calcutta en mendiant est probablement très pauvre mais aussi, par définition, très résiliente (dans le cas contraire, elle serait déjà morte). En d'autres termes, on peut être résilient et très pauvre à la fois. Il n'y a donc pas nécessairement de relation directe entre, d'une part, renforcer la résilience des gens et, d'autre part, réduire leur pauvreté.

Or pour certaines ONG, la résilience est devenue depuis quelques années l'objectif numéro un de leurs interventions. Le risque est qu'en se focalisant sur l'amélioration de la résilience, on oublie que l'objectif ultime doit rester la réduction de la pauvreté. La résilience, dans ces conditions, doit être perçue comme un moyen et non comme une fin en soi.

Propos recueillis par Marina Bellot

ANALYSE

Les leçons du Tsunami

Si le tsunami qui a frappé les côtes asiatiques le 26 décembre 2004 était d'une ampleur sans précédent, la mobilisation qui l'a suivi pour répondre aux besoins des populations sinistrées l'a été tout autant. Retour sur les leçons tirées par le Secours Catholique-Caritas France de cette catastrophe en Indonésie, pays le plus touché.

« *Il est essentiel de rendre les communautés bénéficiaires actrices de leur propre développement. C'est l'enseignement principal que nous retenons de la mobilisation qui a suivi le tsunami* », estime Fanny Delgutte, chargée de mission Indonésie pour le Secours Catholique-Caritas France. En effet, aujourd'hui la totalité des programmes soutenus par l'association dans l'archipel indonésien a pris en compte cette dimension.

Après avoir soutenu financièrement des programmes d'urgence coordonnés par d'autres ONG, le Secours Catholique-Caritas France a développé à partir de 2006 avec des partenaires locaux des programmes de réduction des risques de catastrophes naturelles. L'objectif est de mobiliser une communauté autour d'un problème repéré par elle-même. « *Notre priorité est d'augmenter leur résilience. Nous vivons en Indonésie avec la menace permanente de désastres. Karina – la Caritas nationale, ndlr – travaille donc à donner aux communautés les capacités de rebondir plus facilement face à une catastrophe naturelle* », explique Agus Budiarto, responsable des programmes de Karina. Avec son soutien, la population analyse les difficultés et s'organise pour trouver des réponses. « *Pour un village régulièrement frappé par des inondations lors des moussons,* explique Fanny Delgutte, *cela va se traduire par exemple par la construction d'un abri communautaire en terrain surélevé et par l'attribution d'un rôle à chacun, tel que la prise en charge des personnes à mobilité réduite.* »

À LIRE

Tsunami 26 décembre 2004
de Natacha Amal et Claude Rappe
éditions du Rocher - 2005

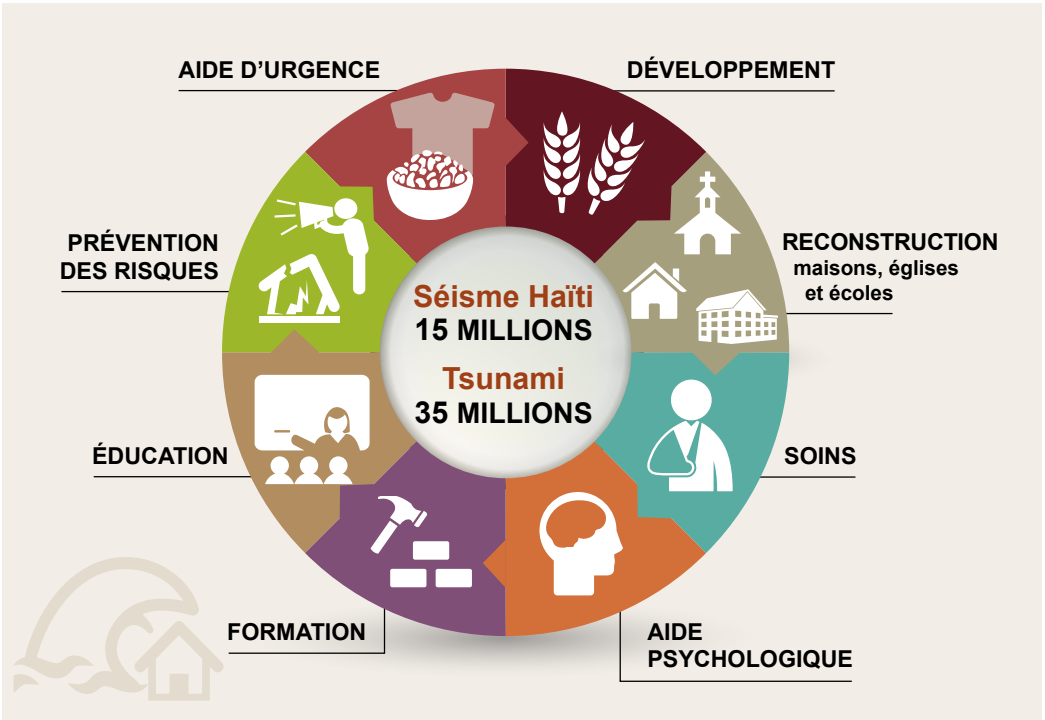
Cette dynamique collective permet aux bénéficiaires de créer leur projet eux-mêmes et pour eux-mêmes. Plus qu'un secteur d'intervention, la réduction des risques de catastrophes naturelles est désormais une méthodologie de travail, « *un réel mode de conscientisation des populations* », observe Alexis Adam, qui a travaillé durant deux ans en Indonésie, de 2008 à 2010, pour le Secours Catholique. « *Les autorités locales et le gouvernement se sont d'ailleurs saisis de cette méthode pour l'institutionnaliser.* »

Le tsunami a conduit également, en août 2006, à la création d'une Caritas nationale, Karina. Alexis Adam a contribué au renforcement de la structure mise en place. « *La mission de l'organisation est de coordonner toutes les associations des diocèses pour pouvoir répondre dans l'urgence aux besoins de la population en cas de catastrophe naturelle,* dit-il. *Cela a permis, par exemple, d'aider au plus vite les personnes sinistrées par le tremblement de terre de 2010 à Padang, sur la côté ouest de l'île de Sumatra.* »

Les programmes de réponse au tsunami du Secours Catholique ont été clôturés en 2011. Désormais, l'association a choisi de soutenir des projets d'aide aux travailleurs indonésiens migrant à l'étranger, aux demandeurs d'asile ainsi que des projets de développement rural durable. ■

Clémence Véran-Richard

À QUOI SERT VOTRE DON LORS D'UNE URGENCE ?



HAÏTI

L'espoir
fondé sur les enfants

L'argent confié au Secours Catholique-Caritas France par ses donateurs a permis de construire des maisons individuelles, des logements sociaux, des centres de santé et surtout des écoles… autant d'infrastructures nécessaires pour accompagner les populations délaissées par un État affaibli.

Il y a cinq ans, le monde tendait la main à Haïti. « *Des 12 milliards de dollars promis au pays* », constatait fin octobre le président haïtien à TV5 Monde, « *nous n'en avons reçu que 4.* » Ces 4 milliards apportés par les organisations humanitaires ont servi à répondre à l'urgence, à combattre le choléra et à commencer la reconstruction.

L'État haïtien est faible. Contrairement à son peuple. « *Nous avons résisté à trois siècles d'esclavage, aux épidémies, aux cyclones… À chaque fois nous nous sommes relevés* », déclare le père Michel, directeur de la Cellule d'aide psychologique (Cap-Chr), association soutenue par le Secours Catholique-Caritas France. Docteur en psychologie clinique, le père Michel prend en charge les enfants traumatisés. Depuis 2012, Cap-Chr a rencontré plus de 15 000 enfants et accompagné individuellement 200 d'entre eux. « *Avant 2010, l'aide psychologique était réservée aux fous,* observe-t-il. *Aujourd'hui, c'est un besoin pour beaucoup d'entre nous.* »

« *Nous n'attendons rien de l'État, nous sommes habitués à ce qu'il ne fasse rien* », dit Jivenel Napoléon, coordinateur de projets au foyer Maurice-Sixto (école pour enfants placés en domesticité). Le Secours Catholique finance le nouvel établissement situé à présent au sommet d'une montagne au sud-ouest de Port-au-Prince, prêt à recevoir 360 élèves. Malgré la loi qui interdit de placer des enfants en domesticité, la situation s'aggrave. Pour M. Weness,

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Cour de récréation à Soleil 4, école maternelle au cœur de Cité-Soleil, le plus grand bidonville de Port-au-Prince.

directeur exécutif du foyer, « *catastrophes naturelles + catastrophes politiques = familles de plus en plus pauvres qui placent leurs enfants dans d'autres familles, dans l'espoir qu'ils pourront manger. Depuis le tremblement de terre, un demi-million d'enfants sont à risque.* »

Au foyer Maurice-Sixto, on affirme obtenir 80 % de réussite aux examens officiels, grâce à un suivi personnalisé des élèves et à une stricte discipline. Les trois écoles des sœurs de Saint-Joseph de Cluny que le Secours Catholique a reconstruites à Port-au-Prince et à Jacmel sont également des exemples d'ordre et de discipline. Mais leurs professeurs se plaignent des salaires que leur sert l'État. « *On pense toujours aux enfants* », déclare Marie Immacula Mingot, institutrice depuis 1988 à l'école de Bolosse, « *jamais aux professeurs. Or sans professeurs, il n'y aurait pas d'école.* »

À Cité-Soleil, le plus grand bidonville de la capitale, le père Zucchi, directeur d'un ensemble d'écoles réhabilitées avec le soutien financier du Secours Catholique, nous fait visiter Soleil 4, une maternelle où s'amusent 900 enfants, garçons et filles de 3 à 6 ans. Ils vont par paire, le premier ayant un an de plus que le second. « *Nous les mettons ainsi pour que le grand aide le petit. Nous tentons de leur faire comprendre la solidarité, l'union. Ce n'est qu'ensemble qu'ils sortiront de la misère.* » Uniforme, petit déjeuner et déjeuner quotidiens, soins médicaux, ici tout est gratuit.

Éducation ludique

L'école professionnelle des Salésiens, autre école du père Zucchi, rassemble plusieurs bâtiments. Devant l'un, des apprentis maçons tamisent du sable ; par la porte ouverte d'un autre bâtiment, on aperçoit des jeunes occupés à de la soudure. Au fond, se construit un bâtiment où l'on enseignera bientôt la mécanique auto à 240 élèves. Au rez-de-chaussée se trouvent les équipements lourds permettant de pratiquer le métier. Au premier étage est enseigné la théorie et l'électronique. L'ensemble est entièrement financé par le Secours Catholique pour 800 000 euros.

« *Les institutions privées,* dit le père Zucchi, *ont été plus vite reconstruites que les écoles publiques. En avril 2010, nous avons accueilli à nouveau les enfants. Caritas Autriche et le* Secours Catholique *nous soutenaient, cela a accéléré la reconstruction. Avant 2010, nous étions l'école professionnelle la mieux cotée du pays, et le plus grand atelier d'ajustage mécanique. Nous allons rétablir l'école telle qu'elle était avant.* »

Améliorer l'éducation est la préoccupation principale du président Martelly, du moins le disait-il sur TV5. Mais la plupart des écoles visitées manquent cruellement de supports pédagogiques. Pourtant des idées germent et devraient faire leur chemin. Planète Urgence, l'ONG française avec qui le Secours Catholique a construit une cinquantaine de maisons dans une région enclavée, s'est associée à un syndicat paysan local. Ensemble, ils ont installé une salle de classe numérique où chaque école du canton vient désormais découvrir Internet. Un écran, un ordinateur, quatre panneaux solaires, l'éducation devient ludique, le savoir à portée de main. Le gouvernement se dit intéressé par la démarche. ■

Jacques Duffaut

POUR ALLER PLUS LOIN

> Moi, le père des sans familles. Ce livre écrit par le fondateur du Foyer Maurice Sixto expose le combat mené contre cette pratique ancestrale qu'est la mise en domesticité par leurs parents des enfants pauvres d'Haïti. Pratique illégale qui accuse une recrudescence depuis le tremblement de terre de 2010.
Moi, le père des sans familles du père Miguel Jean Baptiste, éditions Flammarion, à sortir en février 2015.

> Assistance mortelle. Un documentaire qui dénonce la faillite de l'aide d'urgence et les failles de la mobilisation internationale des États à la suite du séisme de 2010 en Haïti.
Assistance mortelle, un film de Raoul Peck, cinéaste et ancien ministre de la Culture en Haïti, Arte France, 2010.

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.

APPEL DE FRANÇOIS

BRETAGNE

Payer la première année d'études

Après avoir obtenu son bac avec mention, François, dont les parents sont divorcés, a réussi un concours difficile (30 candidats admis sur 2 500) pour intégrer une école unique en France. Son père a réglé une partie du coût de la première année et ne peut faire plus. Sa mère, malade et dans une situation très précaire, hébergée par des amis car elle ne peut assumer un loyer, est impuissante à l'aider. Malgré les démarches d'une assistante sociale, aucune subvention n'a pu être obtenue pour François, l'école n'étant pas conventionnée. Passionné par ses études et très travailleur, François s'investit totalement. Mais le solde de cette première année, s'élevant à 2 295 euros, doit maintenant être réglé. Les deux années suivantes seront moins difficiles financièrement car François aura la possibilité de travailler pendant les congés d'été.

APPEL DE FLAVIEN

AUVERGNE

Bientôt un CDI !

À 40 ans, Flavien, en recherche d'emploi, effectue des missions d'intérim régulières. Il a enfin la perspective d'un CDI. Or son véhicule, avec lequel il fait de nombreux déplacements sur de longues distances pour son travail, est tombé en panne et ne peut être réparé. Il lui faut d'urgence un véhicule d'occasion. Celui qu'on lui propose, en très bon état, d'un coût de 2 500 euros, est hors de ses moyens. Flavien a un budget fragile sur lequel il tient à prélever le montant de la pension alimentaire qu'il verse pour sa fillette de 8 ans.

APPEL DE VINCENT

BRETAGNE

Prendre un nouveau départ

Vincent a 33 ans. À l'âge de 21 ans, il a eu un grave accident de la route qui l'a rendu invalide et contraint à cesser de travailler. Bien qu'ayant conservé sa motricité, il ne peut plus conduire qu'une voiture sans permis. Ses parents, retraités aux moyens modestes, lui apportent un soutien sans faille et l'ont aidé au fil du temps, en contractant deux emprunts, à acquérir puis remplacer sa voiturette d'occasion. Vincent les rembourse par petites mensualités. Mais il doit de nouveau remplacer sa voiturette, et ses parents ne peuvent plus l'aider. Vincent veut redevenir actif et retrouver son autonomie financière. Tout en cherchant un emploi, il prépare la création de son activité dans un domaine où il s'est formé, où existe une demande, et qui exigera des déplacements. On lui propose une voiture sans permis moyennant 2 000 euros.

APPEL DE BERNADETTE

POITOU-CHARENTES

Se déplacer

Bernadette, 52 ans, est seule à travailler, son mari, malade, ne pouvant réaliser que quelques travaux saisonniers. Elle fait des ménages chez des particuliers, avec de nombreux déplacements. Suite au dernier contrôle technique, elle ne peut plus utiliser son véhicule hors d'usage. Comment en acheter un autre, avec un budget tendu à l'extrême ? L'achat d'un véhicule d'occasion fiable, d'un coût de 2 500 euros, permettra à Bernadette de continuer à travailler, d'accepter de nouveaux ménages et d'aider son mari à garder des liens avec l'extérieur.

APPEL D'YVON ET SYLVIANE

RHÔNE-ALPES

Une famille nombreuse

Yvon et Sylviane ont 12 enfants, dont le dernier a un an. Leur gestion rigoureuse s'attache à l'essentiel : Yvon va au travail à vélo et cultive un grand potager pour l'alimentation de la famille, les achats sont limités au minimum. Le grand véhicule familial, indispensable dans leur secteur rural, très sollicité pour transporter les enfants aux lycées, collèges et écoles, chez le médecin, aux activités sportives et pour faire les courses, doit subir des réparations pour pouvoir passer le contrôle technique. Mais le revenu n'augmente pas et les charges s'accroissent, les quatre aînés étant maintenant étudiants dans d'autres régions. La facture du garagiste est de 3 000 euros, une dépense que ne permet pas le budget serré et fragile de la famille.

PROJET INTERNATIONAL

Liban : Caritas aide les réfugiés syriens

Le programme d'urgence du Centre des migrants de Caritas Liban s'adresse aux oubliés de la crise syrienne.

À Beyrouth, dans la vallée de la Bekaa et à l'est du pays du Cèdre, le Centre des migrants de Caritas Liban se mobilise auprès des réfugiés syriens et palestiniens arrivés sur le territoire depuis moins de trois mois. De fait, ceux-ci ne disposent d'aucune aide, n'ayant pas encore été enregistrés auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Depuis le début du conflit, le Centre a apporté à 19 150 réfugiés syriens une aide alimentaire, vestimentaire, matérielle (literie) et psychosociale. Des troubles liés au stress post-traumatique et des dépressions sont diagnostiqués ; des séances de thérapie de groupe pour les adultes et des activités ludiques de soutien psychologique pour les enfants sont mises en place. Le Secours Catholique-Caritas France a versé 182 552 euros pour ce projet. ■

P. DELAPIERRE / S.C.-C.F.

GRÂCE À VOUS...

En février 2014 nous vous avions présenté la situation de Véronique. Après une enfance douloureuse, celle-ci avait été confrontée très tôt aux nécessités de la survie : durant neuf ans elle avait tenu des emplois saisonniers dans la restauration, avec des horaires extensibles, des revenus irréguliers, sans domicile, hébergée sur ses lieux de travail, chez des amis, en foyer... Elle avait entrepris une formation d'auxiliaire de santé animale tournée vers l'éducation-dressage de chiens guides d'aveugles. Sa passion pour les animaux et sa motivation donnaient à cette jeune femme éprouvée beaucoup d'énergie et de joie. Or son faible budget ne lui permettait pas de terminer le paiement de sa formation. Grâce à vous, Véronique a pu en régler le solde. Elle a réussi sa formation et, après plusieurs stages dans une clinique vétérinaire, elle est en CDD avec la probabilité d'une embauche en CDI. Véronique, qui voit enfin l'avenir s'ouvrir devant elle, exprime sa gratitude aux donateurs.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un soutien régulier grâce au prélèvement automatique

Parmi les différentes façons de soutenir notre action, il en est une qui nous permet de pérenniser celle-ci : le don régulier par prélèvement automatique.
Aujourd'hui, beaucoup de personnes utilisent ce mode de versement : pour leurs impôts, leurs fournisseurs d'énergie, de téléphonie... Alors, pourquoi pas pour leur générosité ? Vous le savez, les actions que nous menons s'inscrivent dans la durée. L'aide que nous apportons aux personnes n'est pas ponctuelle. C'est pourquoi il est important que vous soyez chaque jour à nos côtés.
Beaucoup d'entre vous sont attachés à l'acte de don et au sentiment d'être libres de faire un don quand ils le désirent. Pourtant le don régulier présente beaucoup d'avantages :
> ***Pour vous, donateur :*** vous répartissez le montant de votre don sur toute l'année. Vous ne recevez plus d'appels aux dons du Secours Catholique. Vous conservez la liberté d'en choisir le montant et la périodicité, que vous pouvez modifier, suspendre ou auxquels vous pouvez mettre fin par simple lettre ou appel téléphonique à Élodie Lesage, tél. : 01 45 49 73 50.
> ***Pour nous :*** les économies de coûts d'affranchissement et une diminution des frais de traitement des dons nous permettent d'optimiser l'efficacité de ces derniers et de mieux planifier nos actions menées sur la durée.
> ***Pour les personnes accueillies :*** grâce aux économies réalisées, c'est plus d'aide accordée, de suivi et d'accompagnement.
Si vous souhaitez nous soutenir par prélèvement automatique, vous pouvez utiliser le bon de soutien joint à *Messages*. Merci à tous de votre soutien !

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

☐ **Oui,** je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

☐ Toutes les actions du Secours Catholique : ..... €
☐ Le projet international Liban : ..... €

☐ **Tous les "coups de pouce" de *Messages* n° 697 :** ..... **€**

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

☐ l'appel de **François** : ..... €
☐ l'appel de **Flavien** : ..... €
☐ l'appel de **Vincent** : ..... €
☐ l'appel de **Bernadette** : ..... €
☐ l'appel d'**Yvon et Sylviane** : ..... €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.

DON en CONFIANCE comitecharte.org

Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 526 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.

ÉVANGILE SELON SAINT LUC 10, 38-42

JULIAN KUMAR / GODONG

Marthe accaparée par le service

Alors qu'il était en route avec ses disciples, Jésus entra dans un village. Une femme appelée Marthe le reçut dans sa maison. Elle avait une sœur nommée Marie qui, se tenant assise aux pieds du Seigneur, écoutait sa parole. Marthe était accaparée par les multiples occupations du service. Elle intervint et dit : « *Seigneur, cela ne te fait rien ? Ma sœur me laisse seule à faire le service. Dis-lui donc de m'aider.* » Le Seigneur lui répondit : « *Marthe, Marthe, tu t'inquiètes et tu t'agites pour bien des choses. Une seule est nécessaire. Marie a choisi la meilleure part : elle ne lui sera pas enlevée.* »

◀ *Vitrail de la cathédrale Notre Dame de Coutances : Jésus avec Marthe et Marie.*

« On aimerait être Marie et on est souvent Marthe »

PAR ROBERT, ÉRIC, ANDRÉ, CATHERINE, MONIQUE, JOSETTE, MARTINE, LAURENCE, SUZANNE… ET LES AUTRES

“Et pourtant j'existe”

« Marthe a un bon cœur, elle est généreuse. Elle reçoit, elle ouvre sa porte. »
« Accaparé, qu'est-ce que ça veut dire ? »
« Elle a beaucoup de choses à faire, elle n'a pas le temps de faire autre chose, pas le temps d'écouter. »
« On la comprend, on se met à sa place, il y a beaucoup de choses à faire pour offrir un repas. »
« J'ai vécu cela. Et j'ai dit : je ne peux pas tout faire, la cuisine, surveiller les neveux, et tout. Mais maintenant tout le monde aide un peu. »
« On est tous des Marthe… Mes enfants n'arrêtent pas de me dire : arrête-toi de courir, viens un peu à table avec nous. »
« Pourquoi ne font-elles pas toutes les deux le service ? »
« En fait, Marie est accaparée par la parole de Jésus, comme si elle mangeait les paroles de Jésus. »
« On est un peu trop dans le matériel, on devrait prendre un peu de temps pour s'écouter. »
« On aimerait être Marie et on est souvent Marthe. On peut être présent physiquement, mais on n'est pas à l'écoute, comme si on n'était pas là. »
« Ma sœur et moi, on a deux grands malades dans notre famille qui nous accaparent, et on ne prend plus le temps d'être disponibles pour nos maris. Et nous aussi, on existe. Souvent ce sont des détails qui nous occupent et nous accaparent. »
« J'aimerais procurer du bonheur aux autres en les écoutant, en partageant ce qu'on a au fond du cœur, en étant attentif à eux. »
« C'est important de partager ses problèmes avec les autres : dans ma famille, on me demandait de ne pas parler de mon travail à l'Ésat. Je n'ai jamais pu parler de ma vie devant les autres, et pourtant j'existe, je compte autant que les autres. »
« Finalement, accueillir l'invité c'est comme si on accueillait Jésus. » ■

PAROLE DE L'AUMÔNIER GÉNÉRAL PÈRE DOMINIQUE FONTAINE

Elles sont accaparées par la parole de Jésus

E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Dans le numéro de juillet dernier, un groupe de bénévoles du Secours Catholique avait déjà commenté ce récit. J'y avais vu une parabole du bénévolat et un appel à éviter l'épuisement des bénévoles. Aujourd'hui, les personnes de ce groupe nous livrent une autre lecture. Elles sont chaque jour dans la situation de Marthe… et aimeraient bien pouvoir être Marie ! Le mot-clé de leur découverte, c'est “accaparé”. Elles sont accaparées par la cuisine, le ménage, les démarches, les soucis. Elles aimeraient en sortir, pas seulement pour se reposer un peu, mais pour être écoutées et considérées, pour qu'on leur parle et qu'on les écoute, pour qu'elles puissent exister pour les autres. C'est cela qu'elles découvrent dans la figure de Marie aux pieds de Jésus. Elles aimeraient pouvoir comme elle « *manger les paroles de Jésus* ». Accaparées comme Marthe, elles aimeraient, comme Marie, être « *accaparées par la parole de Jésus* ». En cette nouvelle année qui commence, je vous souhaite d'accueillir le Christ et de vous laisser accaparer par lui !

PAR LE GROUPE DE PAROLE

À Salins, dans le Jura, un groupe convivial du Secours Catholique se réunit chaque mois. Un jour, une personne du groupe disait être « *envahie par une autre* » dans son établissement.
Comment accueillir sans être envahi ? La responsable du groupe a alors proposé de lire ce récit de Marthe et Marie.

Contact
elisabeth@diziere.fr

TÉMOIGNAGE FRANÇOIS BEDON

La voix du bonheur

D.R.

François Bedon,
depuis février 2014 bénévole de la délégation de l'Isère, animateur du groupe Chant

« Le chant est pour moi une histoire familiale, déjà mon père s'y adonnait. J'ai moi-même toujours fait partie de chorales, qui se sont produites parfois à l'étranger. Tout naturellement, j'ai voulu partager cette passion et animer un groupe de chant avec des personnes que les équipes de l'Isère accompagnent dans leur parcours de vie difficile.
Nous sommes une quinzaine dans l'arrière-salle de la délégation, à l'écart, à exercer nos cordes vocales chaque mardi après-midi : des hommes et des femmes, jeunes, moins jeunes, valides ou non et de nationalités diverses, avec leurs forces et leurs fragilités. Le chant libère, apaise, décontracte. Nous démarrons toujours la séance par un travail de respiration et de mise en voix. Cet entraînement est important pour progresser tous ensemble. Chacun apporte "sa pierre" à la construction de cette harmonie collective. Certains proposent de travailler une chanson qu'ils aiment, de leur jeunesse, de leur pays, en lingala, en mexicain, en portugais... Au fil des rencontres, le groupe évolue, la confiance s'installe, l'amitié se construit. Ensemble, nous avons accompagné les chants de la messe de Pâques, ceux des pèlerins de retour de Notre-Dame-du-Laus et avec quelques-uns, nous avons animé une fête dans un village. La bienveillance et la fraternité qui s'établissent entre tous dans ce groupe me confortent dans mes convictions : celle des bienfaits du chant, celle de l'importance de trouver "sa voix" et celle du bonheur de partager sa sensibilité et de découvrir les richesses des autres.» ■

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.
Contactez la délégation la plus proche de votre domicile. www.secours-catholique.org rubrique Délégations.

ENGAGEMENT

Jeunes et solidaires

la Croix

Marta, Corentin, Sophie... Ils ont moins de 30 ans et viennent en aide aux plus fragiles, jeunes en difficulté, sans-abri, détenus ou encore demandeurs d'asile. Pourquoi ont-ils décidé de s'engager ? Cela les rend-il plus heureux ? Le Secours Catholique a dressé le portrait de six jeunes bénévoles qui évoquent le sens de leur engagement. Une série de diaporamas sonores à retrouver sur le site de *La Croix*, www.la-croix.com, rubrique "solidarité".

Agenda

LE FIFDH EN RÉGIONS

de janvier à mars 2015

Le Festival international du film des droits de l'homme (FIFDH) se décline en province. Certains films de l'édition nationale 2014 seront diffusés en janvier et février en régions, grâce au Secours Catholique-Caritas France en partenariat avec les associations locales. Les documentaires projetés abordent la situation des sans-abri, des réfugiés, des Roms ou encore les questions de la gouvernance et de l'exploitation des ressources naturelles.

C'est l'occasion de voir ou de revoir les trois films primés lors de ce 12e festival : *Return to Homs* de Talal Derki, *Master of the Universe* de Marc Bauder et *Life in Paradise* de Roman Vital.
L'occasion également de venir à la rencontre des militants engagés pour les droits de l'homme en France et à l'international, à l'occasion de conférences-débats autour des films.

> En Gironde : du 9 au 11 janvier
> Dans le Gard : du 19 au 30 janvier
> En Provence : du 5 au 14 février
> Dans les Pays de l'Adour : du 9 au 13 février
> À Annecy : du 1er au 14 mars

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du FIFDH www.festival-droitsdelhomme.org ou renseignez-vous auprès de l'antenne locale du Secours Catholique.

Secours Catholique
Caritas France

Legs
Assurance vie

Permettre à Paul de se construire un bel avenir

Aider Gérard à sortir de la rue

Accompagner Jean dans sa recherche d'emploi

Donner accès à l'eau à Aminata

Soutenir Claire et sa famille

Crédits photos : E.Perriot, D.Métra / SC-CF - Aaron Foster / Getty Images®

VOTRE ASSURANCE VIE PEUT SEMER DE L'ESPOIR

Depuis plus de 60 ans, le Secours Catholique-Caritas France agit auprès des personnes en difficulté pour leur permettre de se construire un avenir meilleur. Les legs et assurances vie qu'il reçoit lui sont essentiels pour poursuivre ses actions, d'autant qu'ils sont exonérés de droits de succession. Contribuez vous aussi à ce grand projet d'Espérance et faîtes vivre, dans le temps, vos valeurs humaines et spirituelles.

Aidons-nous les uns les autres

Carine Smoliga
Conseillère Legs, Assurances Vie et Donations.
Tel : 01 45 49 75 35

" Transmettre tout ou partie de ses biens au Secours Catholique est relativement simple et suscite pourtant beaucoup de questions. Je suis à votre disposition pour y répondre ".

POUR RECEVOIR NOTRE DOCUMENTATION GRATUITE ET SANS ENGAGEMENT DE VOTRE PART

Retournez votre coupon au Secours Catholique,106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

I ☐ Mlle I ☐ Mme I ☐ M I Nom

I Prénom Adresse

I Code Postal I

• Au titre de la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Il suffit de nous écrire en indiquant vos nom, prénom et adresse.

DAM697

DON en CONFIANCE comitecharte.org